



**PRÉFET
DU VAL-
DE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de la coordination des politiques
publiques et de l'appui territorial
Bureau de l'environnement et des procédures d'utilité publique

Arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n° 2024/00308 du 26 JAN. 2024

**relatif à la modernisation de l'atelier de maintenance patrimoniale
sise 16, rue Jean-Jacques Rousseau à FONTENAY-SOUS-BOIS
et exploitée par la Régie Autonome des Transports Parisiens (RATP)**

LA PRÉFÈTE DU VAL-DE-MARNE
Officier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du mérite

- VU** le code de l'environnement ;
- VU** la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L. 511-2 et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2023/02910 du 4 août 2023 portant délégation de signature à M. Bachir BAKHTI, sous-préfet de Nogent-sur-Marne ;
- VU** l'arrêté du 31 mars 1980 relatif à la réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les ICPE et susceptibles de présenter des risques d'explosion ;
- VU** l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- VU** l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2011/694 du 21 février 2011 portant autorisation d'exploiter au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** le porter à connaissance et la demande d'examen au cas par cas, déposés par la RATP et relative à la modernisation de l'atelier de maintenance patrimoniale, sur le territoire de la commune de FONTENAY-SOUS-BOIS, reçus complets le 17 février 2022 ;

VU l'avis de la BSPP rendu le 14 septembre 2022 ;

VU le rapport et les propositions de l'Inspection des installations classées établi le 10 mars 2023 ;

VU l'absence d'observation de l'exploitant à l'issue du délai fixé par le courrier du 22 août 2023 ;

CONSIDÉRANT que l'installation projetée s'inscrit dans un site en exploitation sous le régime de l'autorisation ;

CONSIDÉRANT que la demande porte sur la modernisation d'un atelier de maintenance, de ses infrastructures, de la création de voie d'accès pompier, d'un quai de déchargement et d'une nouvelle zone déchetterie ;

CONSIDÉRANT que le projet de modernisation de l'atelier ne s'accompagne pas de nouvelles rubriques ICPE ;

CONSIDÉRANT que le projet est compatible avec l'urbanisme existant et qu'il ne se situe pas dans le périmètre d'une zone naturelle sensible ;

CONSIDÉRANT que l'augmentation des rejets aqueux et des rejets atmosphériques sont inférieurs à 10 % de l'ensemble des rejets du site avant sa modernisation ;

CONSIDÉRANT que le projet n'est pas réputé susceptible d'avoir des impacts notables sur l'environnement ou la santé ;

CONSIDÉRANT que l'administration n'a pas été saisie au titre d'une procédure réglementaire sur d'autres projets susceptibles de créer des incidences cumulées avec le projet porté par la RATP ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture du Val-de-Marne ;

Arrête

Article 1^{er} : Objet et bénéficiaires

La Régie Autonome des Transports Parisiens (RATP), ci-après désigné « l'exploitant », dont le siège social est situé au 54 quai de la Rapée - 75 599 Paris Cedex 12, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter à FONTENAY-SOUS-BOIS, au 16 rue Jean-Jacques Rousseau, les installations classées du site dénommé « Atelier de Maintenance Patrimoniale (AMP) ».

Article 2 : Nature des nouvelles installations

I. Le site de maintenance modernisé relève désormais des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées :

Rubriques ICPE	Libellé simplifié de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Quantité	Régime (*)
2566-1-a	Nettoyage, décapage des métaux par traitement thermique : 1, la capacité volumique du four étant : a) Supérieure à 2 000 l	Four thermique	12 m ³	A
2930-1-a	Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie. 1- Réparation et entretien de véhicules et engins à moteur, la surface de l'atelier étant : A – Supérieure à 5 000 m ²	Atelier divisé en 3 cellules : réparation, entretien et révision	18 526 m ²	E
2940-1-a	La rubrique 2940 concerne l'application, la cuisson, le séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit etc., sur support quelconque à l'exclusion des installations dont les activités sont classées au titre des rubriques 2330, 2345, 2351, 2360, 2415, 2445, 2450, 2564, 2661, 2930, 3450, 3610, 3670, 3700 ou 4801. 1. Lorsque les produits mis en œuvre sont à base de liquides et lorsque l'application est faite par un procédé « au trempé » (y compris l'électrophorèse), la quantité maximale de produits susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure à 1000 litres	2 autoclaves	3200 litres	E
1978-5	Solvants organiques (installations et activités mentionnées à l'annexe VII de la directive 2010/75/ UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) utilisant des) : 5. Autres nettoyages de surface, lorsque la consommation de solvant (1) est supérieure à 2 t/an	Consommation de CTEC, KLEEN TEC C3.11, KLEEN	3,04 t de COV / an	D

Rubriques ICPE	Libellé simplifié de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Quantité	Régime (*)
1978-6	<p>Solvants organiques (installations et activités mentionnées à l'annexe VII de la directive 2010/75/ UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) utilisant des) :</p> <p>6. Revêtement et retouche de véhicules, lorsque la consommation de solvant (1) est supérieure à 0,5 t/ an</p>	Consommation de solvants	1,8645 t/ an	D
2560-2	<p>Travail mécanique des métaux et alliages, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 3230-a ou 3230-b. La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant :</p> <p>2. Supérieure à 150 kW, mais inférieure ou égale à 1 000 kW</p>	Équipements machines bobinage, peinture, appareillage, Ajustage, ponts, machines-outils, moteurs, chaudronnerie,	291 758 W	D
2563-2	<p>Nettoyage-dégraissage de surface quelconque, par des procédés utilisant des liquides à base aqueuse ou hydrosolubles à l'exclusion des activités de nettoyage-dégraissage associées à du traitement de surface. La quantité de produit mise en œuvre dans le procédé étant :</p> <p>2. Supérieure à 500 l, mais inférieure ou égale à 7 500 l</p>	Fontaines lessivielles, machine à laver, en circuit ou de type Karcher	4 523 litres	D
2564-1-c	<p>Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques, à l'exclusion des activités classées au titre de la rubrique 3670.</p> <p>1. Hors procédé sous vide, le volume des cuves affectées au traitement étant :</p> <p>c) Supérieur à 200 l, mais inférieur ou égal à 1 500 l pour les autres liquides organohalogénés ou solvants organiques</p>	SRB100, KLEEN 770	366 litres	D

Rubriques ICPE	Libellé simplifié de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Quantité	Régime (*)
2575	Abrasives (emploi de matières) telles que sables, corindon, grenailles métalliques, etc., sur un matériau quelconque pour gravure, dépolissage, décapage, grainage, à l'exclusion des activités visées par la rubrique 2565. La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 20 kW	Grenailleuse, sableuse, cabine de soufflage	59,52 kW	D
2910-a-2	Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes : A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale est : 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW	Tubes radiants, brûleurs, chaufferie	6,5 MW	DC
2925-1	Accumulateurs électriques (ateliers de charge d') 1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW	Chariots élévateurs, transpalettes, nacelle, gerbeurs électriques, chariots automoteurs, tables élévatrices, moteurs	106,914 kW	D
2930-1b	Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie. 1- Réparation et entretien de véhicules et engins à moteur, la surface de l'atelier étant :	Atelier de réparation et d'entretien	4 520 m ²	D

Rubriques ICPE	Libellé simplifié de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Quantité	Régime (*)
	b) Supérieure à 2 000 m ² , mais inférieure ou égale à 5 000 m ²			
2930-2-b	Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie. 2. Vernis, peinture, apprêt (application, cuisson, séchage de) sur véhicules et engins à moteur, la quantité maximale de produits susceptible d'être utilisée étant : b) Supérieure à 10 kg/ j, mais inférieure ou égale à 100 kg/ j	Peinture dans l'atelier	23,5 kg/j	D
2940-2-b	La rubrique 2940 concerne l'application, la cuisson, le séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit etc., sur support quelconque à l'exclusion des installations dont les activités sont classées au titre des rubriques 2330, 2345, 2351, 2360, 2415, 2445, 2450, 2564, 2661, 2930, 3450, 3610, 3670, 3700 ou 4801. 2. Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le « trempé » (pulvérisation, enduction, autres procédés), la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre étant : b) Supérieure à 10 kg/ j, mais inférieure ou égale à 100 kg/ j	Peinture dans l'atelier	12 kg/j	DC

*) A (Autorisation), DC (Déclaration Contrôlée), E (Enregistrement)

II. Les rubriques à déclaration 1978-5, 1978-6, 2930-2-b et 2564-1-c sont supprimées.

III. Les installations visées par les rubriques 2560-2, 2563-2, 2564-1-c, 2910-a-2, 2930-1-b et 2930-2-b, bénéficient des droits acquis et ne sont pas soumises au contrôle périodique comme définis dans les arrêtés ministériels de prescriptions générales des rubriques suscitées.

IV. Pour chaque rubrique et produit, le détail des quantités et leur emplacement sur le site sont mis à jour par l'exploitant, une fois par an, et sont tenus à la disposition de l'inspection.

Article 3 : Implantation et description

L'atelier principal du site de maintenance patrimoniale est cloisonné en trois cellules, dont les murs sont coupe-feu deux heures (REI 120) pour accueillir les différents pôles d'activités. Un quai de déchargement accueillant les bogies est construit au sud du site, rue des Pommiers, et une zone déchetterie est créée à proximité. La rue des Pommiers devient l'accès principal du site, une loge gardien y est installée.

Article 4 : Conformité aux dossiers de porter à connaissance

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs, les dispositions des arrêtés préfectoraux antérieurs, du présent arrêté et les autres réglementations en vigueur.

Article 5 : Modernisation de l'atelier de maintenance patrimoniale

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter la consommation d'eau ;
- limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes ;
- assurer la gestion des effluents et des déchets ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique, l'agriculture et la protection de la nature, de l'environnement et des paysages.

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en période de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à garantir en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

Article 6 : Prévention des risques incendie

L'atelier de maintenance patrimonial est conçu et aménagé de façon à réduire autant que possible les risques d'incendie et à limiter toute éventuelle propagation d'un incendie. Trois murs coupe-feu deux heures séparent trois zones distinctes d'entretien, de révision et de réparation. L'emploi de matériaux combustibles est aussi limité que possible.

Les trois cellules ainsi créées sont pourvues de moyens de secours contre l'incendie appropriés à la nature et aux quantités de produits et de déchets entreposés.

L'accès principal du site, rue des Pommiers, est accessible en permanence aux engins de secours incendie.

Les besoins en eau d'extinction incendie sont déterminés selon l'instruction technique D9 « Dimensionnement des besoins en eau pour la défense extérieure contre l'incendie ». Le volume d'eau d'extinction à confiner est évalué sur la base du document technique D9A en vigueur. En complément des 5 hydrants existants, 3 poteaux incendie sont installés, portant le débit d'eau à 540 m³/h.

Article 7 : Contrôle et surveillance des émissions sonores et olfactives

L'exploitant réalise dans un délai maximal de six mois après la mise en œuvre de la modernisation de l'atelier :

- une campagne de mesures olfactives autour du site et dans son environnement proche ;
- une mesure.

La mesure de la situation acoustique est ensuite effectuée une fois par an.

Ces différentes mesures sont réalisées par un organisme agréé et communiquées à l'inspection des installations classées.

Article 8 : Affichage et caducité

Une copie du présent arrêté est tenue au siège de l'exploitation, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution et est affichée en permanence de façon visible à l'intérieur du site. Pour l'information des tiers, une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de Fontenay-sous-Bois, où toute personne intéressée pourra le consulter.

L'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaire cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé dans un délai de trois ans à compter du jour de la notification du présent arrêté, sauf cas prévus à l'article R. 181-48 du code de l'environnement.

Article 9 : Surveillance et sanctions

L'établissement est soumis à la surveillance de l'Inspection des installations classées ainsi qu'à l'exécution de toutes mesures ultérieures que l'administration jugerait nécessaire d'ordonner dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publique.

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraînent l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre VII du livre I du code de l'environnement.

Article 10 : Délais et voies de recours

Conformément à l'article R. 181-50 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au Tribunal administratif de Melun (43, rue du Général de Gaulle - Case postale n° 8630 - 77 008 Melun Cedex) ou par voie électronique (<https://www.telerecours.fr/>) :

- par le pétitionnaire ou l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ou de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans le Val-de-Marne.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif, dans le délai de deux mois :

- recours gracieux auprès de la Préfète du Val-de-Marne, 21-29 avenue du Général de Gaulle, 94 038 Créteil Cedex ;
- recours hiérarchique auprès de la ministre de la Transition écologique et de la cohésion des territoires, 246 boulevard Saint-Germain 75 007 Paris ;

Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Article 11 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Val-de-Marne et la directrice de l'Unité départementale du Val-de-Marne de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la RATP à Paris.

Pour la Préfète et par délégation,
Le sous-préfet de Nogent-sur-Marne



Bachir BAKHTI

